



**HAL**  
open science

## Capter les flux

Jérôme Boissonade

► **To cite this version:**

Jérôme Boissonade. Capter les flux. G. Capron, G. Cortès, H. Guétat-Bernard. Liens et lieux de la mobilité, Belin, pp.191-203, 2005. hal-00841536

**HAL Id: hal-00841536**

**<https://hal.science/hal-00841536>**

Submitted on 5 Jul 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



M A P P E M O N D E

LIENS ET LIEUX DE  
LA MOBILITÉ

*Ces autres territoires*

Guénola Capron  
Geneviève Cortès  
Hélène Guétat-Bernard

BELIN

# CAPTER LES FLUX

CULTURES TERRITORIALES ET MOUVEMENTS  
DES RASSEMBLEMENTS DE JEUNES

JÉRÔME BOISSONADE

L'existence de publics et de territoires marginalisés a toujours questionné les sciences humaines. Son traitement oscille le plus souvent entre approche critique et approche compréhensive, entre révélation de la domination et explicitation des compétences. La mise sur le devant de la scène des phénomènes de mobilité n'a fait que révéler à nouveau la fracture entre ces deux approches.

Nous voudrions ici déplacer légèrement l'objectif afin de questionner trois termes, lieux communs de la littérature sur les regroupements de jeunes : ceux de territoire, de bande et d'appropriation. Il ne s'agit pas de les réfuter mais de montrer leur complexité et leurs ambiguïtés. Nous appuyant sur une longue enquête dans trois villes de la proche banlieue parisienne (Bobigny, Créteil et Nanterre), nous verrons dans quelle mesure parler de cultures territoriales et de mouvements ordinaires peut nous permettre de mieux appréhender ces pratiques d'agrégation juvéniles comme éminemment urbaines.

## TERRITOIRE ?

---

« Zones de non-droit ». Qui n'a pas entendu cette assertion, lancée par un ministre, un quotidien ou un expert en « zones sensibles » ? Le droit du plus fort

y remplacerait celui de la République. L'espace commun serait approprié par les trafiquants et destiné à leur seul usage.

C'est de cette manière que l'éthologie définit la notion de territoire, lorsqu'un animal se réserve une zone et en interdit l'accès à ceux de son espèce. Pour rester efficiente, la notion semble donc articuler au minimum, espace et domination. Qui dit territoire, dit alors souveraineté exercée par un pouvoir légitime et affirmation de son existence.

La politique de la ville s'est elle-même appuyée sur cette vision éthologique des mondes sociaux, ces derniers étant chargés d'inverser les mécanismes de relégation par une dynamique de projets locaux. La notion de quartier tient dans cette dynamique locale une place privilégiée. Cette appellation sert en effet de référent majeur aux représentations récentes de la « question urbaine » (Touraine, 1991) et aux politiques publiques qui s'en inspirent. Henri Lefebvre avait par avance dénoncé cette « idéologie de quartier » (Lefebvre, 1967). Tout d'abord, celle-ci réduit la vie urbaine à des éléments abstraits (rues, places, foyers...). Deuxièmement, elle reconstruit un « quartier » en combinant ces éléments. Enfin, elle extrapole en passant du descriptif au normatif, du relatif à l'absolu. Cette idéologie considère en effet que le quartier, tel qu'il vient d'être réduit et reconstruit, est l'essence même de la vie urbaine. En procédant par cette réduction/reconstruction/ extrapolation, l'idéologie de quartier fabrique un espace ramené à une collection d'objets et un social assimilé au communautaire. Elle constitue un modèle sur lequel s'appuie une utopie démocratique mystificatrice. Nostalgique, cette utopie relève d'un idéalisme politique qui postule une continuité conduisant naturellement l'acteur local à devenir un citoyen actif. Cette idéologie fait l'impasse sur l'État et les institutions qui débordent toutes le quartier. Dans cet article, Lefebvre considère le quartier comme étant l'espace dans lequel le croisement de « mobiles » est le plus intense. Il s'agit donc moins d'une aire que d'une densité de parcours qui s'enchevêtrent au quotidien et tracent des pelotes « d'espaces sociaux qualifiés » (Lefebvre, 1967, p. 11). Le quartier est donc essentiel parce qu'il permet aux habitants de prendre « place et sens dans l'espace urbain » (Lefebvre, 1967, p. 12). Mais il n'est pas à pré-supposer et il convient donc de cerner quels peuvent être ses supports et ses tendances. Comme la catégorie de quartier, celle de territoire peut devenir à certains moments pertinente pour rendre compte des pratiques de rassemblement, mais elle doit respecter le caractère fragmentaire de ces pratiques. Le lien entre les fils ou les nœuds se fait alors dans le maniement des différents espaces par les publics (jeunes, habitants, gestionnaires...).

C'est le sens de la notion de « région morale » énoncée par R. E. Park (Graffmeyer et Joseph, 1979, p. 127). Il décrit une aire dans laquelle des individus « extra-ordinaires », dont les « intérêts sont plus immédiats et plus fondamentaux » que le reste de la population urbaine, s'émancipent de l'ordre moral dominant. Cet espace d'entre-soi, où prévaut un code moral divergent, procure à ceux qui le fréquentent un soutien moral, mais fige en types distincts de « simples diffé-

rences de tempérament». Élargissant l'approche de Park, Isaac Joseph évoque des « régions de significations » (1984, p. 110). Ce sont des espaces dans lesquels les situations ont un sens pour les individus dans la mesure où les rôles qu'ils ont à y jouer leur sont « accessibles » (conversations, commérages, plaisanteries...), sans que l'on parle nécessairement d'appropriation. Ces conceptions du territoire sont confirmées au sein des regroupements de jeunes, notamment par l'omniprésence dans les récits (rumeurs, ragots...), les conversations, les « vannes » ou les injures, de références extérieures à la situation et non explicitées sur le moment. Cet implicite dans les relations est renforcé par l'utilisation du verlan ou d'un argot spécifique. Leurs pratiques spatiales montrent l'importance d'une dimension territoriale. Cependant, considérer cette dernière comme résultant d'une appropriation exclusive, voire d'un patrimoine ethnique ou familial comme le font certains gestionnaires, semble largement réducteur, voire trompeur : « En Afrique noire, l'appartement est exigü, le quartier c'est comme une maison où les différents lieux (hall, square...) appartiendraient à l'espace familial » (gardien, Bobigny). Une telle vision néglige d'une part, le fait que, pour ces jeunes, ce n'est pas l'appartement des parents qui constitue le nœud depuis lequel s'effectue la vie sociale, mais plutôt les regroupements entre jeunes du même âge, et, d'autre part, cette conception culturaliste fait l'impasse sur la force des vecteurs de socialisation que sont les médias, l'école ou le rapport à l'argent. D'origines diverses mais aux vies partagées, ce sont la génération et la précarité qui les rassemblent plus que la provenance de leurs parents. C'est le manque d'utilité sociale et de reconnaissance publique qui les caractérise et leur dénie toute place dans un espace urbain où l'oisiveté est interdite.

Partant du territoire exclusif tel que l'entrevoient l'éthologie ou certaines approches culturalistes, nous avons évoqué le « territoire de projets » valorisé par la politique de la ville. Malgré les appels à l'émergence de nouveaux acteurs, il nous semble que ces conceptions du territoire favorisent un déni du sujet. S'agit-il de repartir des corps, de reprendre une ethnologie « impossible » (Dubet, 1987, p. 65), pour réinterroger les « prises d'espaces » caractéristiques des rassemblements de jeunes et qui leur permettent de prendre place ?

## BANDE ?

---

La bande organisée, structurée, avec un leader, des signes identificatoires, un rituel... semble être l'autre mythe qui imprègne nos représentations des regroupements de jeunes. Après le territoire aisément confondu avec la propriété, ce qui est en jeu ici c'est la figure du collectif opposée à celle de l'individu.

Héritiers de la foule, le groupe ou la bande relèvent, dans la tradition sociologique, d'un processus à dominante émotive, similaire à des états mécaniques ou hypnotiques. Jacques Selosse définit le groupe comme un « ensemble de personnes liées par un comportement commun et ayant une certaine conscience d'appartenance, éprouvant un ensemble de sentiments et s'exprimant à travers un système d'attitudes et de valeurs propres » (dans Fize, 1993, p. 136). Inversement, l'individu repose sur un concept d'unité et d'identité, en tant qu'être particulier différent de tous les autres. Pourtant, le concept d'individuation, ce processus par lequel une personne acquiert une singularité sociale, aurait dû nous sortir de ce face à face entre la foule et l'individu. En effet, la sociologie et la psychologie des groupes se sont attachées à montrer le rôle complexe des groupes d'appartenance dans l'individuation de ses membres. L'identité sociale s'y construit sur la différenciation intercatégorielle et l'appartenance à de multiples groupes de référence auquel l'individu se rattache personnellement en tant que membre actuel ou auquel il aspire à se rattacher (Blanchet et Trognon, 1994, p. 26). L'individuation repose donc sur la conscience de soi par la recherche d'un équilibre dynamique entre la ressemblance et la dissemblance avec autrui. Du coup, entre l'hypnose collective et l'individualisme égoïste, « l'individuation est compatible avec un engagement sur des projets solidaires » (Rémy, 2000, p. 171).

Les chercheurs discernent différents types de groupes : bande, foule, groupement, groupes primaire et secondaire (Anzieu et Martin, 1971) ; groupes institutionnels, hordes, bandes et groupes spontanés (Robert et Lascoumes, 1970). Leurs entreprises se confrontent cependant à la même difficulté, celle de vouloir caractériser à travers la notion générique de groupe un phénomène qui serait plein et discret, cerné ; et dans un second temps, d'introduire des catégorisations tentant de rattraper la diversité et la fluidité réelle de ces formes d'agrégation. Au-delà des limites propres à toute catégorisation, cette approche peine à rendre compte du caractère évolutif de ces regroupements. Ne faut-il pas alors les appréhender par où ils adviennent : le rapprochement d'individus qui se coordonnent dans une situation, localisée dans le temps et dans l'espace (Boissonade, 2001 b) ?

N'y a-t-il pas une forme ou des moments dans lesquels les prédicats d'action et l'engagement s'estompent, deviennent épisodiques, inégaux ? À partir de quand peut-on dire que l'on est en présence d'un collectif ? Est-ce lorsque les acteurs du groupe en question se définissent eux-mêmes comme appartenant à un collectif ? Dans ce cas, ne risque-t-on pas de n'appréhender que leurs représentations du phénomène et non pas la réalité pragmatique (dans ses conséquences) de celui-ci (Esterlé-Hédibel, 1997) ? N'est-on pas plus concrètement devant une figure composée, c'est-à-dire comprenant à la fois des moments de forte intentionnalité collective et d'autres où le groupe, comparable à une éponge, reçoit, diffuse, est traversé de multiples flux lui donnant sa dynamique ? Quelles formes prennent alors les cultures et les territoires mis en jeu par les

acteurs ? Quelle est la dimension majeure de ces regroupements, est-ce ce qui les assemble ou au contraire leur faculté à se lover dans les méandres du milieu ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous voudrions repartir de la limite basse du regroupement à l'aide de la notion de « rassemblement ». Dans cette optique initiée par Erving Goffman (1963) et développée par Isaac Joseph (1996), le rassemblement est conçu comme rapprochement dans un espace public. Il implique :

- un non-attachement à l'environnement, avec la figure du passant ;
- l'étrangeté mutuelle des protagonistes, avec la notion d'unité véhiculaire ;
- l'importance d'une contextualisation pragmatique conduisant à un certain « présentisme ».

Cette notion de rassemblement possède une grammaire normative spécifique, qui ne recoupe pas nécessairement celle des agrégations juvéniles qui nous intéressent ici. Cependant, elle favorise une approche renouvelée de ces regroupements, dans la mesure où elle nous permet de décrire leur banalité quotidienne, l'importance des réseaux ou la simple coprésence qui les caractérise. Même si le rassemblement de jeunes est une totalité avec ses catégories descriptives particulières, la grammaire publique classique (civilités, réserve...) est à la disposition des protagonistes. C'est justement son utilisation différentielle et forcément problématique par les diverses personnes, qui est susceptible de créer le malaise, l'embarras ou la dispute.

Du « gang » (Thrasher, 1963) aux « groupes de pairs » (Lepoutre, 1997), la bande est une catégorie incontournable qui ne doit pas pour autant écraser la diversité des agrégations juvéniles. Avec la notion de « rassemblement », nous souhaitons repartir d'une grammaire concernant l'ensemble des publics et nous dégager ainsi du poids des approches en termes de désorganisation, de communauté ou d'appartenance. Il ne s'agit plus seulement en effet d'être un membre compétent d'un groupe (compétences d'appartenance). Au sein des rassemblements, il faut savoir négocier proximité spatiale et distance sociale, culturelle ou morale, en s'appuyant sur les cultures et les territoires. Les personnes qui les traversent doivent rendre compréhensible par tous l'écart à l'aide duquel se constitue leur identité composite, relevant dans le même temps ou tour à tour de celle de jeune, d'exclu, de passant, d'étranger, de collégien, de délinquant, de « fils de son père », de chômeur ou d'habitant de la cité.

## APPROPRIATION ?

---

« Ce sont des lieux chauds, pas seulement à cause du *business* ou des regroupements. Mais avec la formation de bandes, le moindre petit problème

prend une autre dimension. La difficulté, c'est que ce sont des jeunes qui généralement habitent là, qui ont peut-être vécu un certain moment ensemble, les familles peut-être se connaissent. Et il y a cette espèce d'appartenance à une communauté, qui n'est plus la communauté maghrébine, française, ceci, cela, mais la communauté de destin, de la cage d'escalier, de l'immeuble » (responsable de club de prévention, Nanterre).

Pour Maurice Halbwachs (1968), l'espace n'est pas seulement dans l'instant présent, « il dure, immuable, à travers le temps, il n'y a aucune réalité qui change moins ». Les conditions sont donc favorables pour que les souvenirs se conservent et pour qu'une pensée collective émerge, s'appuyant sur des images spatiales, hors de la durée. Une coordinatrice de quartier de Nanterre évoque une allée de cité HLM où de nombreux jeunes stationnent dans les halls et sur la voie publique : « Cette allée-là, c'est un mystère et depuis toujours. Quoi qu'on fasse. » D'après Halbwachs, chaque société découpe l'espace à sa manière, « elle le fait une fois pour toutes ou toujours suivant les mêmes lignes », de façon à constituer un cadre fixe où elle s'assure une certaine permanence. C'est sur cet espace social qu'une société fonde le sentiment de son identité : « Il y a des spécialités car les gens se mélangent mais pas leur trafic. Il y a la drogue à l'Ouest de la cité et à l'Est, c'est le recel. D'autres zones sont spécialisées dans le tabac de contrebande » (coordonnateur de quartier, Nanterre). Pour l'auteur, toutes les démarches d'un groupe peuvent se traduire en termes spatiaux et « le lieu qu'il occupe n'est que la réunion de tous les termes ». Cependant, dans le même ouvrage, Halbwachs complexifie cette approche. D'une part, le groupe transforme l'espace à son image, mais se plie à ce qui lui résiste. D'autre part, il y a autant de façons de se représenter l'espace qu'il y a de groupes. Chaque mémoire individuelle est un point de vue sur la mémoire collective. Ce point de vue change suivant la place qu'on y occupe, et cette place elle-même dépend des relations qu'on entretient avec d'autres milieux. Tous ne réalisent donc pas le même type d'appropriation à partir de cet instrument commun qu'est la mémoire. Il s'agit ainsi de prendre en compte les différences d'appropriation suivant les individus et leurs identités composites que nous avons énoncées plus haut (étranger, collégien, délinquant...), et suivant les lieux fréquentés, les valeurs et les cultures différenciées que ces personnes véhiculent. Appropriation et différence ne peuvent se penser ni se vivre séparément, pour deux raisons.

Premièrement, habiter c'est vivre un conflit permanent entre ses propres forces d'appropriation et les contraintes de l'autre différent, que ce soient les pouvoirs en place ou le voisin d'à côté : « Sur les espaces extérieurs, le soir, les revendeurs font leur trafic en fonction des lampadaires. Les locataires se sont organisés au niveau des parcours piétonniers et de l'éclairage public, de façon à les laisser tranquilles et donc de ne pas les éclairer à des endroits où ils n'aiment pas être éclairés, de façon à ce que chacun se partage son coin. On éclaire donc bien les extérieurs de la cité mais pas le centre. Parce que sinon tout le monde les voit, ils n'aiment pas ça et cassent les lampadaires » (coordonnateur de quartier, Nanterre .



Deuxièmement, selon Henri Lefebvre, l'appropriation (du corps, du désir, du temps et de l'espace) c'est « l'ensemble des différences que la pratique peut tirer du milieu existant pour les développer et les transformer » (Lefebvre, 1970, p. 174). Alors que chaque jeune met en relation ces différences (entre la cité et le centre-ville, les « bourgeois » et les « clochards ») pour s'approprier sa propre identité, les gestionnaires gardiens d'immeuble, bailleurs sociaux, police... ont du mal à cerner la multiplicité des appropriations qui en découle. Ils conçoivent un espace rationalisé, support de groupes identitaires hiérarchisés, agissant de manière stratégique. Un espace où chaque jeune est à sa place et où chacun tient son rôle : « Dans certaines tours, chaque étage est une cache (grilles de colonnes montantes dévissées...). Chaque groupe a sa tour et ses étages. L'acheteur dépose sa carte d'identité. Le revendeur prend la carte et dépose la drogue. L'acheteur prend la drogue et paye. Le revendeur récupère l'argent et redépose la carte » (gardienne d'immeuble, Nanterre).

Cette rationalisation des pratiques bute néanmoins sur une difficulté à prendre en compte leurs évolutions qui n'entrent pas nécessairement dans le système patiemment élaboré, servant de base aux aménagements sécuritaires et autres projets urbains. L'appropriation qui relevait de l'instauration d'un rapport d'appartenance identitaire se révèle plus complexe, dans la mesure où elle s'ancre justement sur la part singulière des situations. Celle des personnes inconnues, du temps à venir, des espaces différenciés et des cultures composites.

## CULTURES TERRITORIALES

---

Après avoir revisité ces trois termes de territoire, de bande et d'appropriation, comment éviter les pièges précédemment décrits et enrichir nos manières d'appréhender les regroupements de jeunes ? Sur quels types de relations sociales et spatiales s'appuient les territorialisations qu'ils mettent en œuvre ? Sur quoi reposent ces différences d'appropriation qui forgent les identités de ces jeunes regroupés dans l'espace urbain ?

Nous avons déjà montré tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir à travailler ces regroupements au même titre que n'importe quel « rassemblement » urbain. La création de la notion de cultures territoriales provient de l'insatisfaction évoquée quant aux termes de culture (beur, jeune...) et de territoire (domination, appropriation...), pour décrire les rapports territoriaux négociés, conflictuels... rencontrés au sein de ces rassemblements quotidiens. Ces processus de territorialisation ne s'inscrivent pas nécessairement dans les interactions d'une intentionnalité et ne se traduisent pas toujours par des inscriptions physiques

(marques, limites...). Les cultures y sont souvent mêlées et les territoires sont traversés par des « prises » d'espace multiples.

Les « rassemblements » sont le plus souvent vulnérables parce que temporaires et surexposés. Du coup, ils donnent lieu à des épreuves dans lesquelles les relations territoriales, confirmées ou transgressées, vont servir d'appuis. Les qualités expressives des sociabilités (conversations à voix haute, gestes outrés...) instaurent en effet des relations territoriales particulières. Ce territoire « expressif » crée une zone autour des rassemblés, dans laquelle les choses et les événements leur sont reconnaissables. La force de ce territoire réside dans la distance de sécurité qu'il maintient entre les rassemblés et un milieu imprévisible. D'autre part, le territoire crée une marge de liberté vis-à-vis des normes, par un travail de décodage des règles que déterminent les « entrepreneurs de morale » (Becker, 1985, p. 171), qu'il s'agisse des parents, des voisins ou de la police.

Cependant, si ces territorialisations, y compris dans leur transgression, peuvent constituer des ressources interactionnelles, c'est notamment parce que, nous semble-t-il, les mécanismes qui gèrent les relations ordinaires reposent successivement :

- sur des appuis territorialisés par les processus de familiarisation ou par l'expressivité des rassemblements ;

- sur une déterritorialisation de ces appuis au moment même de l'interaction, pour rendre viable au quotidien, les relations entre rassemblés ou avec les différents publics. Cette déterritorialisation de l'action présente, fait appel le plus souvent à une expérience précédente, par la reprise d'événements antérieurs ;

- enfin, ces relations ordinaires reposent sur une reterritorialisation de l'action, qui la replace dans un « à venir ». Les jeunes rassemblés peuvent alors en estimer l'issue probable.

Il faut un certain temps pour faire la part des émergences singulières dans le clapot quotidien des rassemblements. Ce sont en effet les récurrences qui dominent. Elles proviennent et produisent de la familiarité ainsi que de l'expressivité. On peut imaginer que ces récurrences ne sont pas de simples routines, mais qu'elles doivent à chaque fois opérer le lien entre les désirs ou les intentions des acteurs et les circonstances propres au milieu ou à la situation : à chaque passage de voiture banalisée, les « descentes de police » antérieures reviennent en mémoire et réorientent les rythmes des rassemblés : tous se tournent vers le véhicule, évaluent le nombre de passages dans la journée, les démêlés judiciaires en cours... pour mieux envisager une situation à venir et donc une nouvelle « allure » : faire front, fuir...

Les rassemblements sont traversés par de multiples épreuves, que ce soient leur visibilité persistante, les conflits d'appropriation, la domination sociale et symbolique, l'utilisation différentielle des grammaires publiques (civilités...) ou encore les contraintes liées au trafic et à la stigmatisation. Les moyens utilisés pour affronter cette diversité d'épreuves nécessitent pour être efficaces, une ter-

ritorialisation. Cette approche du territoire nous aide à comprendre sa dynamique de territorialisation/déterritorialisation/reterritorialisation. Plutôt qu'une conception réifiante réduisant le territoire à un ancrage autour duquel on s'arc-boute, il prend son sens dans une expérience ou une épreuve antérieure et réoriente l'action présente et à venir. Lorsque les jeunes rencontrent des épreuves, ce processus de déterritorialisation-reterritorialisation temporaire permet l'évolution des rassemblements. La difficulté majeure des rassemblés et des autres publics consiste à reconnaître le caractère ordonné, c'est-à-dire rationnel, explicable, fiable et descriptible, des situations qu'ils rencontrent. Cela se résume souvent en une aptitude à interpréter dans ces situations, des indices tels que le déroulement de l'action, le mobilier urbain, « l'intelligence » et l'accessibilité des personnes et des espaces. L'importance du rassemblement provient notamment du fait que les individus isolés peinent parfois à interpréter ces indices.

Premièrement, le pouvoir de définir les situations est inégalement distribué entre les jeunes (entre ceux qui sont au courant et ceux qui ne le sont pas, les habitués et les occasionnels, les petits et les grands, le type de configuration urbaine...).

Deuxièmement, il faut faire la part des compétences et ressources disponibles à un moment donné pour un jeune, et les difficultés pratiques qu'il peut rencontrer lors des situations (attention basse, phénomène de foule...).

Troisièmement, on peut avoir une bonne connaissance de son milieu, des mouvements qui le traversent, des sociabilités existantes ou potentielles... (savoir local), mais être incapable de généraliser ce savoir d'une situation à l'autre.

Les rassemblements prennent ici un rôle majeur, dans la mesure où ils renforcent pour ceux qui les composent, la capacité à « lire le désordre comme un ordre » (Pharo, 1985). Si le sens territorial du rassemblement est important, c'est donc parce qu'il ordonne localement le « chaos » environnant.

Après avoir vu les limites des approches classiques en termes de territoire, de bande et d'appropriation pour aborder les agrégations juvéniles, nous avons montré les atouts de la notion de cultures territoriales. Adossée au concept de « rassemblement », cette notion nous a permis de requalifier et dépasser les écueils des trois termes initiaux. Les prises d'espaces de ces rassemblements sont vulnérables. Les épreuves qui les traversent impliquent des relations territoriales. Lors de ces épreuves, les qualités expressives particulières mises en œuvre par les rassemblés produisent une territorialisation qui instaure à la fois une mise à distance et une marge de liberté propre aux rassemblements. Ce processus territorial favorise le caractère composite des cultures constituées par les jeunes rassemblés. Ces cultures qui permettent à chacun de se distinguer d'autrui, distribuent des places ainsi que les rapports afférents (hiérarchie, familiarité, affinité, rejet, projection, identification...). Elles comportent des limites, une aire ou des axes privilégiés, bref, une configuration particulière.

Cultures et territoires peuvent donc être considérés comme des configurations mettant en jeu des qualités expressives qui renforcent la capacité des

rassemblés à mettre en ordre les épreuves qu'ils doivent affronter. C'est cette partie du territorial qui s'exprime dans les cultures et cette partie du culturel qui se déploie dans l'espace, qui a été nommée « culture territoriale ».

Il va s'agir maintenant de comprendre dans quelle mesure les mises en mouvement des rassemblés traversent ces cultures territoriales.

## MOUVEMENTS ORDINAIRES

---

Les chercheurs considèrent en général les agrégations juvéniles depuis leur terrain d'enquête, l'un légitimant l'autre et vice versa : « Omniprésente dans les discours, lieu "anthropologique" par excellence, la cité ainsi conçue comme unité de vie et comme unité d'appartenance est en ce sens un cadre pertinent pour l'analyse ethnologique » (Lepoutre, 1997, p. 62). La cité ou le grand ensemble représentent « l'unité de référence spatiale ». La ville qui l'entoure représente un « autre monde ». En effet, « des incursions épisodiques ou mêmes régulières ne suffisent pas pour s'approprier des espaces urbains aussi vastes, aussi anonymes et portant d'une manière aussi facilement perceptible la marque architecturale de la différence et de la domination sociale » (Lepoutre, 1997, p. 61). Ce découpage se retrouve dans le terme « bouger » utilisé par les jeunes, qui s'applique uniquement aux déplacements sortant de l'ordinaire.

En valorisant une opposition entre la routine figée du quartier et un ailleurs mobile et exceptionnel, ces approches font l'impasse sur un mouvement ordinaire et des épreuves quotidiennes qui informent les différentes cultures territoriales mobilisées par les jeunes rassemblés.

Les mouvements des rassemblés diffèrent en effet de manière importante suivant les situations.

- L'âge : Pascal Bavoux et Catherine Foret (1990) décrivent les différentes étapes scandant la pratique d'un lieu central comme la rue de la République à Lyon. Cette pratique relève successivement de dimensions mythique, initiatique, identitaire et transitoire. Il s'agit pour les jeunes de passer d'un ici à un là-bas, d'un terrain à l'autre. Le processus, décrit sur la rue de la République, induit cependant une conception binaire de l'espace urbain juvénile, qui ne débouche que dans une phase ultime, adulte et mature, sur une pratique plus large de la ville. Si elle est didactique, cette approche minimise la multiplicité des mondes et la pluralité des normes observées par les jeunes (collège, équipement culturel, petits boulots, centre commercial, modèle médiatique...). Ce sont avant tout ces expériences, ces épreuves, qui préparent (entre autres) à la découverte d'un espace central.

- Le genre: les filles sont présentes dans les appartements, les centres commerciaux régionaux, dans la capitale ou au sein des activités encadrées. « Sur la cité », elles ne font en général que passer. Leur présence ne paraît légitime qu'en transit, accompagnant un adulte ou dans un but spécifique (achat...). Sans accompagnateur, leur présence, même mobile, est comprise comme ambiguë: « Elles vont à droite, à gauche, elles sont pas claires. » Du coup, des stigmates à caractère sexuel « collent » à certaines d'entre elles: « Elles passent et repassent tout le temps. Après, il ne faut pas qu'elles s'étonnent! » (rassemblés, Créteil).

- Les mobilités dépendent aussi du type d'aire urbaine dans lequel évoluent les rassemblements. Dans une aire de type central équipée, les rassemblés gravitent essentiellement au sein même du quartier ainsi que dans ceux limitrophes. Alors que dans une aire périphérique peu équipée, les rassemblés sont à la fois plus recentrés sur quelques lieux stratégiques, mais aussi mobiles sur de plus grandes distances spatiales ou situationnelles.

- Suivant les périodes de l'année, de la semaine ou selon les horaires de la journée, les jeunes rassemblés ne rencontreront pas les mêmes personnes et les mêmes situations. Du coup, le sens de ces parcours change. Ce qui se produit dans un gymnase est bien différent s'il est familier ou situé à l'extérieur; s'il s'agit d'équipes venant de plusieurs endroits de la ville, d'autres communes (ce qui correspond plutôt à l'arrivée des beaux jours), ou s'il s'agit d'un entraînement routinier.

- Michel Kokoreff et Alain Vulbeau (1994) insistent sur les processus de socialisation mobile à l'aide desquels les jeunes éprouvent leur rapport spatial et identitaire. Ils distinguent quatre types de mobilité:

- de désenclavement: déambulations juvéniles qui manifestent l'incertitude d'une identité sociale;

- aléatoire: mobilité « multi-territoriale » non programmée, dans laquelle il s'agit de « jouer du réseau » de transport, de ses ressources et de ses capacités;

- déviante: mobilité dont le sens est donné par la fraude ou tout autre acte délictueux (agression, dégradation, racket...). La transgression est considérée comme la réparation d'une exclusion dont l'injustice est redoublée par le contrôle;

- de réassurance: mobilité restreinte entre des lieux familiers.

- Enfin, une accoutumance peut provenir d'une fragilité particulière du rassemblé (chômage, parents séparés...). Cette accoutumance est souvent renforcée par la nécessité d'être présent quotidiennement pour les revendeurs de drogue. Il faut être là quand vient le client. Plus généralement, l'absence de motif au déplacement rend toute mobilité plus éprouvante encore.

La mise en mouvement n'est donc pas une démarche partagée au même niveau par tous les rassemblés. D'autre part, selon les types de mobilité, les activités, les lieux ou les périodes, ces rassemblements vont constamment se modifier, passer de manière fluide de plus d'une dizaine de personnes à quelques couples ou petits groupes dispersés.

Cette dynamique des rassemblements semble provenir de « cabotages urbains » (Boissonade, 2001 a) mobilisant des cultures territoriales, des situations et des milieux différenciés. Lors de ces cabotages, des jeunes vont écumer, à chaque fois dans une configuration adaptée (nombre de personnes, composition...), des gymnases, MJC, collèges, des lieux de travail, d'autres cités, des centres commerciaux, Paris (Bastille, les Champs-Élysées...).

Ce cabotage ordinaire les conduit du carrefour où ils se rassemblent au terrain de sport puis à Foot Locker, dans un square ou chez « un grec », du hall d'une Maison Pour Tous à celui d'un immeuble de cité. Cette mise en mouvement forge des rassemblements à géométrie variable, qui privilégient les proximités, les risques et les opportunités. Ce mouvement des rassemblés navigue au sein de situations tendues entre fixité et mobilité, qui ouvrent à la fois sur de nouveaux rassemblements et engagements, sur de nouvelles épreuves, compétences et mobilités, sur des cultures territoriales originales.

La notion de cabotage urbain, loin d'opposer fixité du quotidien et mobilité événementielle, considère le mouvement ordinaire s'appuyant sur le processus de territorialisation/déterritorialisation/reterritorialisation que nous avons évoqué. Les mises en mouvement mobilisent alors :

- des récurrences : « tu le trouveras là-bas tous les soirs », « on partira direct de là-bas » et « on décidera où on va avec lui, il connaît les bonnes adresses » ;
- des récits : « il paraît qu'il y a un nouveau grec » ;
- des anticipations (prophéties pas toujours autoréalisatrices) ;
- des offenses et des négociations territoriales entre jeunes rassemblés de groupes d'âge différents, ce qui permet aux « petits » d'accéder aux rassemblements des « grands ». L'apprentissage de nouvelles cultures territoriales qui se forge à cette occasion, produit de nouvelles compétences, de nouveaux engagements et de nouvelles mobilités.

Ce n'est donc pas la mobilité en elle-même qui provoque plus de socialisation et de mobilisation, mais plutôt le mouvement d'une situation à l'autre qui permet aux rassemblements de jeunes de capter des flux (emploi, relations...), malgré les épreuves que supposent ces mobilités - que ces dernières soient sociales, géographiques, professionnelles ou culturelles, qu'elles parviennent à établir des contacts personnels avec des acteurs éloignés (employeurs, « grands », institutionnels...), malgré les écarts hiérarchiques, les différences de statut, de rôle, d'origine ou de groupe, ou enfin que ces mises en mouvement mettent en jeu des situations comportant un haut degré de mobilité (transports, centres urbains...) à d'autres plus sédentaires (travail, habitat...). La notion de « cabotage urbain » définit un quotidien et une banalité qui doivent nous garder d'une approche qui tendrait à trop valoriser certains jeunes, « héroïques » parce que mobiles.

La politique de la ville valorise ces « faiseurs de projets » (grands frères, meneurs...). Elle insiste en général sur leurs capacités (de quoi sont-ils capables ?), au détriment de ce qu'ils font (quels savoir-faire mettent-ils en œuvre ?). On

applique alors à ces jeunes des qualités en propre (malin, persévérant, intelligent...), qui tendent à les qualifier comme l'on jaugerait de produits. Pourtant, les compétences de ces « maillieurs » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 438) sont distribuées parmi les autres acteurs et les différents espaces, les rassemblés ordinaires et l'usage quotidien.

Dépassant la figure habituelle du leader et des suiveurs, les mobilités des jeunes rassemblés définissent aussi un rapport à l'espace plus complexe que celui entre centre et périphérie. Ce rapport classique ne représente plus qu'une partie des mouvements urbains. Avec la notion de cabotage, nous passons à une approche spatiale plus décentrée, avec ses réseaux, ses voisinages, ses multiplicités, « ses façons de prendre les choses par le milieu » (Descamps, 1986, p. 21), soit la métaphore du rhizome (Deleuze et Guattari, 1980).

A-t-on progressé dans la connaissance de ces publics et de ces territoires marginalisés qui traversent les rassemblements de jeunes ? Est-on sorti de l'alternance entre domination subie et dynamique de compétences ? Si les approches des rassemblements quotidiens de jeunes en termes de territoire, de bande ou d'appropriation peinent à appréhender la complexité de ces situations, c'est notamment parce qu'elles saisissent mal les mouvements qui les animent.

Il s'agit en effet de rassemblements à géométrie variable, dont la configuration et les mobilités diffèrent suivant les cadres sociaux et spatiaux. Les cabotages urbains aident les rassemblés à créer, puis à affronter des situations et des épreuves. Leur objectif est de capter des flux d'information, d'offres d'emploi... Ces rassemblements trouvent donc leur dynamique dans les cultures territoriales qui les traversent et par les mouvements des rassemblés qui transforment ces cultures territoriales. Décentrés, ces parcours prennent des formes moins prévisibles, privilégiant les réseaux relationnels et les opportunités.

## Chapitre 11

- ANZIEU D., MARTIN J.-Y. (1971), *La dynamique des groupe restreints*, Paris, PUF, 288 p.
- BAVOUX P., FORET C. (1990), *En passant par le centre*, Paris, Trajectoires Plan Urbain, Cerfise, 95 p.
- BECKER H.S. (1985), *Outsiders*, Paris, Métailié, 247 p. (1<sup>re</sup> éd. 1963).
- BLANCHET A., TROGNON A. (1994), *La psychologie des groupes*, Paris, Nathan, 127 p.
- BOISSONADE J. (2003), « Les pratiques de rassemblement juvéniles sur Bobigny, Créteil et Nanterre », dans *Cultures territoriales et sociabilités dans le mouvement*, BOISSONADE J. (dir.), AURAY N., DEVISME L., PRAT S., STAVO-DEBAUGE J., rapport de recherche interministériel, D.I.V., 251 p.
- BOISSONADE J. (2001 a), « Agrégations juvéniles et dynamiques du proche », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 90, p. 173-181.
- BOISSONADE J. (2001 b), « Pratiques de rassemblement et pauses publiques », *Agora, débats / jeunesses*, n° 24, p. 75-83.
- BOLTANSKI L., CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 843 p.
- DELEUZE G., GUATTARI F. (1980), *Mille Plateaux*, Paris, Minuit, coll. « Critique », 645 p.
- DESCAMPS C. (1986), *Les idées philosophiques contemporaines en France*, Paris, Bordas, 189 p.
- DUBET F. (1987), *La galère*, Paris, Fayard, 503 p.
- ESTERLÉ-HÉDIBEL M. (1997), *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan, 260 p.
- FIZE M. (1993), *Les bandes, l'entre-soi adolescent*, Paris, Desclée de Brouwer, 183 p.
- GOFFMAN E. (1963), *Behavior in public places*, New York, The Free Press of Glencoe, 248 p.
- GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (dir.) (1979), *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Éditions du Champ urbain, 334 p. (2<sup>e</sup> éd. 1984, Aubier).
- HALBWACHS M. (1968), *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel (réédition 1997), 205 p.
- JOSEPH I. (1996), « Les compétences de rassemblement », *Enquête*, n° 4, p. 107-122.
- JOSEPH I. (1984), *Le Passant considérable: essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des Méridiens, coll. « Sociologie des formes », 146 p.
- KOKOREFF M., VULBEAU, A. (1994), *Exclusion sociale et inscription urbaine des jeunes dans les banlieues: entre réseau et espace régional*, Paris, RATP (Département du Développement, Unité Prospective) – Plan Urbain, 294 p.
- LEFEBVRE H. (1967), « Quartier et vie de quartier », *Cahiers de l'Institut et d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne (devenus Cahiers de l'IAURIF)*, n°7, p. 9-12.
- LEFEBVRE H. (1970) *Le manifeste différentialiste*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 191 p.
- LEPOUTRE D. (1997), *Cœur de banlieue: codes, rites et langages*, Paris, Éditions Odile Jacob, 362 p.
- Park R. E. (1979), « La ville comme laboratoire social », dans *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (dir.), Paris, Éditions du champ urbain, p. 163-179 (1<sup>re</sup> édition, 1929).
- PHARO P. (1985), *Le civisme ordinaire*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 236 p.
- RÉMY J. 2000, « Métropolisation et diffusion de l'urbain: les ambiguïtés de la mobilité », dans *Les territoires de la mobilité*, BONNET M., DESJEUX D., Paris, PUF, p. 171-188.
- ROBERT P., LASCOURMES P. (1970), *Les bandes d'adolescents. Une théorie de la ségrégation*, Paris, Éditions Ouvrières, 446 p. (2<sup>e</sup> éd. refondue et aug. 1974).
- THRASHER F. M. (1963), *The gang, a study of 1 313 gangs in Chicago*, édition abrégée, Chicago, The University of Chicago Press, 388 p. (éd. originale complète, 1927).
- TOURNAINE A. (1991), « Face à l'exclusion », *Esprit*, n° 2, p. 7-13.